



C'ÉTAIT MIEUX AVANT ? 516 Les « colos » déclinent, sous les effets conjugués de la démocratisation des vacances familiales et de la baisse du désir de « vivre ensemble ». Mais il existe d'autres moyens de reconstruire une identité collective, estime le sociologue Jean Viard

« Les familles ne veulent plus de la mixité sociale des colonies de vacances »

Entretien

L'idéal du brassage social des jeunes, à travers des expériences communes et joyeuses, a été longtemps porté par les mouvements d'éducation populaire, les syndicats ouvriers et les Églises. Leur affaiblissement appelle de nouvelles options pour « faire France ensemble », estime le sociologue Jean Viard, spécialiste des temps sociaux, mais aussi de l'aménagement du territoire, de l'agriculture et des comportements politiques.

Faut-il avoir plus de 50 ans pour apprécier « les jolies colonies de vacances » de Pierre Perret ?

En tout cas, le déclin, depuis plusieurs générations, est spectaculaire. Dans les années 1960, alors que la population française était nettement moins nombreuse, à peu près 4 millions d'enfants partaient chaque année en colonie de vacances. Si la même proportion était respectée aujourd'hui, les départs devraient se situer à 5 ou 6 millions. Alors qu'ils étaient autour de 1,2 million en 2016 (selon un article de la sociologue Magali Bacou et du géographe Yves Raibaud dans *CNRS Le Journal*).

Le paradoxe, c'est que dans toutes les études d'opinion, les colonies de vacances ont une image excellente, mais les mêmes qui exaltent les beaux souvenirs de leurs séjours en « colo » ont de moins en moins envie d'y mettre leurs propres enfants. Car ce déclin s'accroît : en deux ans, le nombre annuel de départs a baissé de 200 000.

Quelles sont les raisons ?

Elles sont nombreuses et ne sont pas toutes mauvaises, même si la principale explication tient à une réticence croissante envers l'idéal du « vivre-ensemble ». Mais il y a aussi des causes positives, qui tiennent aux progrès économiques et sociaux accomplis depuis l'âge d'or des colos dans les années 1960. À l'époque, nos villes avaient peu d'équipements sportifs et de loisirs. Les gymnases, terrains de sport et centres aérés que nous connaissons aujourd'hui sont venus après et ont rendu moins pressant le besoin de départ. Parallèlement, les colonies de vacances ont perdu la vocation de découverte qu'elles avaient quand la

majorité des familles ne partait pas en vacances. Car c'était souvent les vacances des enfants au détriment de celles des parents, alors qu'aujourd'hui, entre 60 % et 70 % des familles partent en vacances. Cette démocratisation est donc une des raisons positives à la diminution des colos.

D'autres facteurs sont plus techniques. Dans leur phase de développement, les colonies de vacances s'implantaient dans des bâtiments militaires ou religieux désaffectés. Aujourd'hui, s'il reste des vieux bâtiments, la crise du patrimoine les a rendus trop chers. Par ailleurs, le niveau d'exigence des normes – de sécurité, d'hygiène, d'encadrement... – s'est considérablement élevé. C'est une bonne chose, mais cela rend impossible le côté rustique des colonies de vacances de l'après-guerre. Avec la hausse des normes, les séjours ont aussi connu une montée en gamme, donc en prix.

Une autre cause dont on parle peu est l'angoisse de la pédophilie qui traverse notre société : les parents sont réticents par rapport à des séjours hors de leur contrôle. Il existe enfin, sur la longue durée, un facteur politique. On ne peut pas parler des colos sans rappeler que leur élan a été porté pendant des décennies par les municipalités communistes, et plus généralement par les syndicats, les comités d'entreprise, les mouvements d'éducation populaire... L'affaiblissement de ces forces-là ne pouvait que mener à celui des colonies de vacances.

Cela renvoie à votre première affirmation sur la baisse du désir de vivre ensemble...

Les colos reposaient sur l'idée centrale du brassage social, sur la culture de l'éducation populaire, des syndicats ouvriers et des Églises qui s'accordaient à vouloir que tous les jeunes se connaissent à travers des expériences communes et joyeuses. Aujourd'hui, elles se sont scindées, schématiquement, en deux branches. D'un côté : de plus en plus de séjours à thème – anglais, équitation, rafting, etc. – qui coûtent de plus en plus cher, avec des encadrements de plus en plus compétents, et de viennent des prestations haut de gamme pour les milieux aisés. De l'autre : les colonies des « quartiers », ouvertement conçues depuis les années 1980 comme des outils de prévention des « étés chauds » dans les banlieues. Ce qui, jusqu'à présent,

plutôt bien fonctionné. Mais cela donne des séjours où les autres catégories sociales n'ont pas envie d'envoyer leurs enfants. Les classes moyennes font défection, car elles pensent que la confrontation des milieux sociaux serait trop rude. En partie aussi pour des raisons financières, car elles ne reçoivent pas d'aide, alors qu'un séjour revient quand même à 400 ou 600 euros la semaine. Quant aux enfants des milieux populaires, même s'ils bénéficient souvent de prises en charge à 100 %, ils sont loin de partir tous.

Le séparatisme social l'emporte donc ?

Si l'on parle de la baisse du désir de vivre ensemble, il faut aussi réaliser qu'il ne concerne pas exclusivement les classes moyennes. La colonie de vacances de quartier populaire a changé en même temps que le quartier lui-même. La plupart des ouvriers ont quitté la ville et les « grands ensembles » des décennies précédentes pour aller s'installer dans le vaste périurbain et dans des maisons individuelles. L'ouvrier a accédé au jardin privatif. Il n'a plus les mêmes loisirs.

Et de l'autre côté, les « quartiers » n'ont plus du tout la même population. Dans les anciennes municipalités ouvrières vit désormais une population en majorité issue de l'immigration, dont le taux d'emploi est plus faible, avec une partie qui ne parvient pas à s'intégrer au marché du travail. Ses formes d'emploi, lorsque celui-ci existe, sont différentes et ne favorisent pas l'organisation collective d'antan, où le monde ouvrier était structuré autour de l'usine et de réseaux militants. Cette population est elle-même ethniquement et culturellement divisée, car il n'y a pas d'identité collective « immigrée ».

« JE NE SAIS PAS SI LE SÉPARATISME EST IRRÉMÉDIABLE, MAIS EN CE MOMENT LE VIVRE-ENSEMBLE N'EST PLUS PORTÉ PAR AUCUNE FORCE SOCIALE »

PROPOS RECUEILLIS PAR
LUC CÉDELLE

Mais ses enfants partent-ils encore en colonies de vacances ?

Ils partent un peu et dans le cadre de dispositifs subventionnés. Quand, en vacances, vous voyez des colos, souvent vous voyez « la banlieue », qui n'est d'ailleurs pas toujours bien perçue sur les plages. On retrouve sur les lieux de séjour les problèmes de voisinage de la ville. Ces gamins-là peuvent partir parce que les centres sociaux sont actifs et parce que la plupart de leurs propres parents ne partent pas, ou très peu, en vacances. Ces derniers sont dans la situation où se trouvait la majorité des Français en 1960. Mais le contexte est très différent. Il y avait alors 60 millions de touristes internationaux sur la planète. Aujourd'hui, c'est 1,2 milliard. Et les Français qui partent en vacances en France représentent 250 millions de voyages par an, car la majorité des partants en effectuent plusieurs. Une frange de la population des quartiers populaires est donc faite de quasi-sédentaires au sein d'une société devenue celle de la mobilité.

La mixité sociale se heurte à des obstacles, mais reste au cœur de la doctrine des mouvements d'éducation populaire, qui sont encore une force. Pourquoi ne parviennent-ils plus à l'organiser ?

Mais parce que les familles ne le veulent pas ! Classes moyennes comme classes populaires. C'est leur territoire qui n'est plus mixte ou beaucoup moins. Je ne sais pas si le séparatisme est irrémédiable, mais je sais qu'en ce moment, le vivre-ensemble n'est plus porté par aucune force sociale. Pour avoir envie de partager des vacances, il faut partager un espace et des projets. Un des problèmes de notre société d'extraordinaire mobilité, c'est que ce qu'on appelait les milieux populaires se sont différenciés massivement. Même les quartiers à forte présence d'immigrés, que nous regardons comme des lieux de stock, plus ou moins figés, sont en réalité des lieux de flux. Ce sont des lieux de passage, dont s'échappent ceux, majoritaires, qui font leur chemin dans la société et qui, en deux générations, rejoignent les 63 % de Français propriétaires.

Attention, je ne dis pas qu'il n'existe rien, que personne ne tenterait jamais de régénérer des formes de brassage social. Il reste des gens dévoués à cette cause et parfois des opérations qui sont de pures merveilles. Mais ce sont des exceptions. Elles sont le fait de moines-soldats, de fous géniaux, et je ne le dis pas négativement. Malheureusement, les corps intermédiaires, notamment autour de l'éducation, ont beaucoup moins changé que la société elle-même. Je les vois en sépia. Ils véhiculent des idées d'égalité républicaine très formelles, sympathiques mais qui ne font pas une culture de la diversité.

Vous êtes subitement nommé ministre des vacances, du brassage social et de la diversité culturelle. Que faites-vous ?

La première chose que je fais, maintenant qu'il a été décidé d'instaurer un mois de service national universel pour les jeunes, c'est d'en prendre la moitié pour leur faire visiter la France. Car, avant, entre les colonies de vacances et le service national, la plupart des jeunes hommes de milieux populaires avaient appris le voyage. Chacun avait pris le train, visité d'autres régions, voyagé sans ses parents. Ce grand « voyage en France », bien sûr ouvert aux filles comme aux garçons, pourrait être financé à 50 % par les professionnels et à 50 % par l'État.

L'idée, c'est que tout jeune qui arrive au bac doit avoir passé au moins quinze jours en dehors de chez lui et découvert son pays. Il faut pour cela mettre en place un dispositif généralisable en profitant du nouveau service national. Que tous les gamins, de banlieue ou non, connaissent la mer, la montagne, la campagne... Qu'ils aient vu Notre-Dame de Paris, le mont Blanc, la place de la Bastille, la Grande Mosquée de Paris, la synagogue de Carpentras, Strasbourg...

Les colonies de vacances ont été inventées à la fin du XIX^e siècle dans une démarche hygiéniste et pour avoir de bons soldats. C'est après que l'on en a fait un instrument de mixité sociale – sans exagérer non plus, car on n'a jamais vu les enfants du lycée Henri-IV partir en vacances avec ceux des lycées professionnels. L'enjeu aujourd'hui est de reconstruire une identité collective. Beaucoup de jeunes n'ont jamais quitté leur quartier. Comment peut-on se sentir pleinement Français si on ne connaît pas la France ? Comment chercher du travail sans culture de la mobilité ? Il ne faut pas vouloir restaurer ce qu'il y avait avant, mais se demander quel est le problème d'aujourd'hui. Or le problème d'aujourd'hui est de faire France ensemble. ■

Prochain épisode Annie Lebrun